

bien en tant que nation qu'à titre individuel. A mon avis, il n'est presque plus temps de pouvoir procéder ainsi. Il est temps au contraire de commencer à penser non à ce que nous pouvons tirer du pays pour nous enrichir mais à ce que nous pouvons lui apporter.

J'ai remarqué avec intérêt que de toutes les nations industrialisées du monde, le Canada semble être la moins inventive. D'après ce que je sais, des ressortissants d'au moins dix grands pays ont déposé des demandes de brevet d'invention à un rythme bien supérieur à celui du Canada. Pour chaque demande faite au Canada par un Canadien, on en compte 18 déposées par des étrangers. Le taux d'invention au Canada est probablement le plus bas du monde entier. Cela est dû, selon moi, au fait que nous nous attendons que le pays soit riche, qu'il nous donne tout. Nous ne mettons pas notre intuition à contribution ni n'employons nos talents à inventer et à trouver des moyens d'améliorer notre situation économique et notre technologie. Cette attitude est due, je crois, à notre conception négative.

J'aimerais vous citer aussi un article paru il y a quelques mois dans un grand quotidien américain. Il exprime bien ce que je pense de l'attitude des gens envers le gouvernement et des espoirs qu'ils placent en lui. Cet article montre comment l'initiative individuelle contribue à l'évolution sociale et économique. Il se lit en partie ainsi:

Il y a sur la terre peu de forces plus puissantes que l'effet cumulatif de l'initiative individuelle bien dirigée...

De nos jours, les hommes tremblent devant l'immensité et la complexité des problèmes qui se posent à eux. L'individu se sent désorienté en face de la menace de guerre, de la pollution envahissante, des querelles raciales, de l'énorme pauvreté, de la misère des villes, du crime et de la violence, de l'effritement des principes moraux et religieux, des tentions personnelles et publiques, de tous ces malaises et de bien d'autres. Et, à un degré sans précédent dans l'histoire, des millions d'êtres humains cherchent un sauveur dans quelque autorité publique.

Mais nous n'avons qu'à nous entretenir avec les fonctionnaires avisés, avec les politiciens savants et prudents, avec les historiens perspicaces pour nous rendre compte combien il est inutile de songer à une telle autorité pour rendre le monde ou un pays meilleur.

Ce qu'il faut, c'est faire comprendre qu'on ne peut résoudre la plupart des problèmes—et surtout ceux qui proviennent d'un fléchissement des valeurs personnelles et civiques—qu'au moyen d'un effort massif à la base. Il faut qu'à un moment donné l'individu moyen reconnaisse qu'il lui faut participer activement à la solution d'un ou plusieurs des problèmes de son milieu.

Un tel effort personnel jouit d'une ampleur, d'une force, d'une inspiration que ne peut égaler aucun programme gouvernemental.

A mon avis, ce genre d'initiative découle d'une attitude réaliste. Elle naît de déclarations positives comme celles du ministre dans son exposé budgétaire de la semaine dernière, qui aident à créer la confiance dans le Canada, une confiance propice à l'expansion économique. En dehors des avantages des programmes annoncés, l'exposé budgétaire exprime un optimisme et une confiance de bon augure pour le Canada.

M. Walter C. Carter (Saint-Jean-Ouest): Monsieur l'Orateur, je dois reconnaître qu'une des remarques de l'orateur précédent, le député de Rocky Mountain (M. Sulatycky), était exacte, savoir que la déclaration faite jeudi dernier par le ministre des Finances (M. Benson) est d'un

genre qu'on n'entend pas souvent. Au nom du peuple canadien, je remercie Dieu qu'il en soit ainsi. De toute évidence, ce que les collègues du ministre des Finances appellent un exposé budgétaire n'est rien de plus que l'aveu par le ministre des Finances et le gouvernement que leurs politiques illogiques et insensées, dans ce qu'ils appellent leur lutte contre l'inflation, et leur effort délibéré pour créer du chômage ont eu, comme les députés de l'opposition l'avaient prédit, un effet désastreux sur l'économie du pays. Par ses politiques illogiques et mal conçues pour combattre l'inflation, le gouvernement actuel a acculé l'économie à la faillite.

En écoutant le ministre des Finances présenter son exposé budgétaire à la Chambre jeudi soir dernier, on avait l'impression de se trouver en présence d'une personne à l'épiderme si épais que, par comparaison, un rhinocéros pourrait être considéré comme un animal sensible. Le ministre des Finances a montré au public canadien qu'il ne sait pas où ses politiques économiques conduiront le pays. Ce budget constitue sûrement la preuve documentaire la plus récente que nous ayons pour prouver notre point.

• (8.20 p.m.)

En mars dernier, nous avons vu le ministre se lever et dire au peuple canadien qu'on appliquait les freins. Il a alors parlé de restrictions, de plafonds, de serrer les cordons de la bourse. Il a déclaré qu'un surplus était essentiel à notre bien-être économique et, au diable le chômage, car le ministre des Finances (M. Benson), comme d'ailleurs son chef le premier ministre (M. Trudeau) avaient déclaré être prêts à pousser le chômage à un point record dans leur guerre artificielle contre l'inflation.

Dans son exposé budgétaire jeudi soir, sans sourciller, le ministre a fait volte-face. Au lieu d'un surplus budgétaire de quelque 300 millions de dollars, il a dit prévoir un déficit de 320 millions. En dépit de notre économie gravement malade, du taux de chômage le plus élevé depuis des années, du nombre le plus bas de mises en chantier jamais connu au Canada, surtout dans la région atlantique, du déclin rapide des bénéfices et du volume des nouvelles entreprises, le ministre a parlé comme si l'économie ne s'était jamais aussi bien portée, comme si elle allait bon train. Le ministre essaie de nous faire croire que l'économie prend un essor prodigieux, que le chômage disparaît rapidement, et que le chômage désaisonnalisé diminue à vue d'œil.

Le ministre voudrait nous faire croire que la construction de logements est en pleine expansion et que 1971 sera une année sans précédent et, comme il le dit, l'une de nos meilleures en commerce international. Il est bien évident que le ministre se laisse prendre à ses propres chiffres, car en 1970 le taux de chômage a été plus élevé que jamais, ou presque, et les économistes compétents et les autorités en la matière prédisent qu'il pourrait atteindre 9 p. 100.

Quoi que le ministre dise de l'habitation, de l'essor de ce secteur et du nombre de mises en chantier, en réalité, au 10 novembre, les mises en chantier accusaient une baisse de 39 p. 100 dans la région de l'Atlantique pour les